

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION
EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

> OPERATION DE COORDINATION SPS NIV 2 <

PGC**RESTRUCT ECOLE CHIMIE EN LOGTS ETUDIANTS****240 Av. du Professeur Emile Jeanbrau****34090 MONTPELLIER**DEKRA Industrial
725 rue Louis Lépine
34000 MONTPELLIERTél. 05.34.47.81.49
Fax**Affaire n° : 54189580****Coordonnateurs SPS**Conception : SALEM HOUHOU
Réalisation : SALEM HOUHOU**Modifications et évolutions**

Date	Indice	Modifications apportées
11/10/2024	A	Version initiale

Document établi conformément aux dispositions de la loi « Chantiers temporaires ou mobiles » n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application.

Sommaire

Préambule.....	5
Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable	6
Présentation du projet	6
• Description succincte du projet :	6
• Description synthétique de l'environnement :	6
• Phasage des travaux et calendrier prévisionnel :	6
Consistance des travaux	6
Intervenants concernés par l'opération	7
• Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS,	7
• Organismes institutionnels de la prévention	7
Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS	8
Description de l'environnement et des servitudes	8
• Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins :	8
• Par rapport aux piétons :	8
• Par rapport aux établissements en activité ou aux ouvrages en exploitation :	8
• Par rapport aux interdictions de survol :	9
• Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier :	9
• Par rapport au terrain :	9
• Par rapport à la nature du sol :	9
Description de l'ouvrage à bâtir	9
Présence des matériaux ou matériels à risques particuliers	9
• Amiante	9
Accès au chantier	10
• Véhicules et personnel :	10
• Stationnement véhicules :	10
• Fléchage - Signalétique d'accès :	10
• Affichage :	10
• Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier :	10
• Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.) :	10
Utilisation de moyens communs pendant toute la durée du chantier	11
• Infrastructures de chantier :	11
• Protections collectives	11
Voirie et réseaux divers préalables aux travaux	11
Installations de chantier	11
• Plan d'installation de chantier :	11
• Recherche des zones d'installation du cantonnement :	11
• Panneau de chantier :	11
• Stockage des gravats :	11
• Affectation des installations de chantier :	12
• Dimensionnement du cantonnement :	12



• Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel :	12
• Secours :	12
• Nettoyage et entretien du cantonnement :	13
Autorisations administratives et démarches diverses	13
Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent	14
Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales et verticales	14
• Généralités :	14
• Circulations des piétons :	14
• Circulations horizontales et verticales :	14
Conditions de manutention des matériaux et matériels, utilisation des engins de levage	15
• Généralités :	15
• Grues mobiles :	15
• Grues auxiliaires de chargement de véhicules :	15
• Vérification des appareils et des accessoires de levage :	15
• Autorisation de conduite :	15
• Limitation du recours aux manutentions manuelles :	15
• Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement :	15
Approvisionnement, délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des matériaux	16
• Approvisionnements :	16
• Magasins :	16
Conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres	16
• Evacuation des déchets :	16
Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux	17
• Matières et substances dangereuses :	17
Protections collectives	17
Travail en hauteur	18
Installation électrique de chantier	18
Mesures prises en matière d'interactions sur le site	19
Mesures propres à prévenir les travaux à risques particuliers découlant de l'interférence de ces travaux avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier	20
Travaux présentant des risques de chute de hauteur	20
Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la TBT et travaux à proximité de lignes électriques	21
Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité > à 60 t	21
Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier	22
Respect des contraintes du site	22
• Horaires de chantier imposés	22
• Horaires et contraintes de livraisons	22
Exploitations et chantiers limitrophes ouverts ou prévus	22
Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant	23
Nettoyage du chantier	23
• Règles générales de nettoyage du chantier	23
Démarche environnementale, tri des déchets	23



• Objectifs.....	23
Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière.....	24
Organisation des secours.....	24
Sauveteurs secouristes du travail (SST)	24
Dispositions en cas de travail isolé	24
Risque incendie	24
Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants.....	25
Entreprises designées par le maître d'ouvrage.....	25
Visite d'inspection commune.....	25
Etablissement d'un PPSPS	26
Diffusion des PPSPS.....	26
Observations du coordonnateur SPS.....	26
Harmonisation des PPSPS et leur mise à jour.....	26
Mise à jour du PGC	27
Sous-traitant	27
Travailleurs Indépendants	27
Travail dissimulé	28
Prêt de main d'oeuvre	28
Recensement des accidents du travail	28
Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT).....	29
Annexe(s).....	30
• Annexe 1: Rappel des Principes Généraux de Prévention.....	30
• Annexe 2 : Appel en cas d'accident.....	30
• Annexe 3 : Rappel de la réglementation relative aux installations de cantonnements.....	30
• Annexe 4 : Fiche de demande de rendez vous pour la visite d'inspection commune	30



Préambule

« Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC) est un document qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de **l'interférence des activités** des différents intervenants sur le chantier, ou la **succession de leurs activités** lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises »

Le PGC est établi par le coordonnateur SPS de l'opération désigné par le maître d'ouvrage, il constitue une pièce du DCE et est d'application à toutes les entreprises y compris sous-traitants et travailleurs indépendants. Il permet aux entreprises d'avoir connaissance de l'ensemble des mesures pour résoudre les problèmes liés aux interférences des activités qui concernent le chantier.

A partir du PGC, et après avoir réalisé préalablement une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS, les entreprises établissent leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

Le PGC est complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des travaux, des contraintes successives liées à l'environnement du chantier et au déroulement d'opérations mitoyennes. Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.

Un exemplaire du PGC à jour est tenu sur le chantier à disposition :

- des médecins du travail ;
- des membres des CHSCT, ou à défaut des délégués du personnel des entreprises qui interviennent sur le chantier ;
- des membres du CISSCT (opérations de 1^{ère} catégorie) ;
- de l'Inspection du Travail, de la CARSAT/CRAM et de l'OPPBT.

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

Moyens et autorité du coordonnateur SPS donnés par le maître d'ouvrage

Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le maître d'ouvrage autorise le coordonnateur SPS à communiquer directement au maître d'œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

Dans ses interventions le coordonnateur SPS ne se substitue pas aux entreprises en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

Lorsque dans le cadre de sa mission, le coordonnateur SPS détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée sur le registre journal de la coordination SPS. Les reprises du chantier, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, sont également consignées dans le registre journal de la coordination SPS.

Les entreprises (titulaires et sous-traitantes) n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier. Suivant les cas, le coordonnateur SPS avisera, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires.

« L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil » (article L. 4532-6 du code du travail).

Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable

PRESENTATION DU PROJET

Description succincte du projet :

Le présent projet concerne la restructuration de l'école de chimie de Montpellier en logements étudiants sur la commune de Montpellier.

Description synthétique de l'environnement :

L'opération est réalisée sur le site de l'ancienne école de chimie situé au 240 Av. du Professeur Emile Jeanbrau

34090 MONTPELLIER. Le bâtiment existant sera dégagé de toute activité et qui restera interdit à toute personne non concernée par l'opération. Toutefois nous signalons la présence de bâtiments administratifs et d'un accès commun avec les établissements et locaux de recherches du site, située à proximité de la zone chantier, dont l'accès se fera par la rue de l'école Normale.

L'entreprise du Lot N°01 GO – VRD – Espaces Verts devra prendre toutes les dispositions en matière de prévention pour assurer la protection des riverains et des usagers.

Il sera rappelé que la priorité sera donnée aux usagers.

L'organisation du chantier devra prendre en compte les points suivants :

- Maintenir clos et indépendant l'emprise des travaux
- Assurer la sécurité des personnes sur la voie publique
- Définir toutes les dispositions pour maintenir l'accès au chantier.

Phasage des travaux et calendrier prévisionnel :

Le délai d'exécution des travaux y compris la période de préparation est fixé à 10 mois.
Le début des travaux est prévu pour 1^{er} Trimestre 2025.

CONSISTANCE DES TRAVAUX

Le présent projet de restructuration de l'école de chimie comprend les travaux en corps d'états séparés, répartis de la façon suivante :

- Lot 1 Gros œuvre – VRD – Espaces verts
- Lot 2 Étanchéité
- Lot 3 Façades
- Lot 4 Menuiseries extérieures
- Lot 5 Serrurerie
- Lot 6 Cloisons doublages plafonds
- Lot 7 Menuiseries intérieures
- Lot 8 Mobilier et cuisines
- Lot 9 Revêtements de sols
- Lot 10 Peinture
- Lot 11 Ascenseur
- Lot 12 Plomberie chauffage ventilation
- Lot 13 Electricité



INTERVENANTS CONCERNES PAR L'OPERATION

Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, ...

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
--------------	--------------	---------------------------

Maître d'ouvrage

CENTRE REGIONAL OEUVRES UNIV SCOLAIRES 2 Rue Monteil 34000 MONTPELLIER	M Elie DIBO	04.67.41.50.84 04.67.04.26.96 elie.dibo@crous-montpellier.fr
---	-------------	--

Maître d'œuvre

CM+ 54 rue Louis Roussel 3° étage 34070 MONTPELLIER	M MIRAMOND Jean Michel	04.67.47.30.70 04.67.42.79.52 scp@caremoli-miramond.com
--	------------------------	---

Bureau de contrôle

BTP Consultants 40, avenue de Théroigne de Méricourt 34000 MONTPELLIER	M. Clément DADONNE	04 34 48 02 72 clement.dadone@btp-consultants.fr
--	--------------------	---

Coordonnateur SPS

DEKRA Industrial ACT CSPS LANGUEDOC ROUSSILLON 725 rue Louis Lépine Le Millénaire 34000 MONTPELLIER	<u>Titulaire :</u> C : SALEM HOUHOU R : SALEM HOUHOU <u>Suppléant :</u> C : R :	05.34.47.81.49 salem.houhou@dekra.com
---	--	--

Organismes institutionnels de la prévention

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
--------------	--------------	---------------------------

CARSAT Languedoc - Roussillon

29 Cours Gambetta CS 49001 34068 MONTPELLIER CEDEX 2	M.	04 67 69.69.00 04 67 12 90 10
--	----	----------------------------------

OPPBTP Comité Régional Languedoc Roussillon

Immeuble FAHRENHEIT 120, avenue Nina SIMONE 34000 MONTPELLIER	M.	04 67 63 47 50 04 67 54 54 14 montpellier@oppbtp.fr
---	----	---

DIRECCTE

INSPECTION DU TRAVAIL 615 Boulevard d'Antigone CS 19002 34064 MONTPELLIER CEDEX 2	Mr	04.67.22.88.88 04.67.22.88.89 dd-34.inspection- 0345@direccte.gouv.fr
--	----	--



Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS

DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins :

Les travaux seront exécutés à proximité d'un milieu urbain, à proximité de lieu d'habitation, établissement administratifs, locaux de recherches, Tramway fréquentés nécessitant que toutes mesures soient prises afin de préserver l'environnement. Le Maître d'œuvre, devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux usagers et aux riverains, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc.

Toutes les dispositions doivent être prises afin d'assurer la sécurité des intervenants et des riverains durant toute la phase de construction du bâtiment.

Par rapport aux piétons :

L'entreprise du Lot N°01 devra rendre le chantier totalement « clos et indépendant »

Les clôtures seront de types « Héras » sur plots béton, seront liées entres elles par des colliers haute sécurité et contreventées par des jambes de force. Un système anti levage sera installé au droit de chaque plot béton. Des panneaux « Chantier interdit au public », « Port des EPI obligatoires », seront positionnés sur la clôture à chaque accès et tous les 30 mètres. Les clôtures seront maintenues en place jusqu'à la fin des travaux.

Il est précisé qu'à ce jour le zone d'intervention est doté d'une clôture rigide sur la major partie de la périphérie du chantier, toutefois une partie donc du chantier devra être complété par des clôtures comme défini ci-dessus.

Le portail d'accès au chantier sera fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité du chantier.

Le public et usagers auront la priorité au voisinage des accès (sortie et entrée) du chantier.

Par rapport aux établissements en activité ou aux ouvrages en exploitation :

L'entreprise du Lot N°01 aura l'obligation, pendant toute la durée des travaux, de maintenir en place une signalétique en bordure de chantier à l'aide de panneaux « sorties de camion »

L'entreprise du Lot N°01 devra établir les demandes d'autorisations de voirie (à obtenir au préalable de la part des services gestionnaires des voies concernées ou des services techniques de la commune de Montpellier, avant tout travaux, depuis ou sur le domaine public.



Par rapport aux interdictions de survol :

En aucun cas les charges levées par les engins de levage ne devront survoler les voies ouvertes à la circulation, les habitations avoisinantes, la ligne du Tramway ni les lignes aériennes Tram.

Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier :

L'entreprise titulaire du L'entreprise du Lot N°01 prendra connaissance des réseaux existants, par l'intermédiaire des D.I.C.T. à déposer auprès des Services techniques de la commune de Montpellier

La maîtrise d'œuvre nous signale la présence d'un réseau existant sur la zone d'intervention qui sera dévié avant le début des travaux de terrassement. (Réseau EU). Il existe également des lignes électriques aériennes en entrée de chantier qui devront probablement être protégées.

Par rapport au terrain :

Le démarrage des travaux neufs ne pourra s'effectuer qu'après la mise en place du cantonnement et la mise en place des clôtures et du panneau de chantier en limite de propriété.

- A la charge de l'entreprise du Lot N°01

Par rapport à la nature du sol :

L'entreprise du Lot N°01 aménagera les plateformes provisoires et tout mettra en œuvre pour rendre accessible et praticable le chantier en cas de pluies : Cela concerne les Plates-formes de stockage, et d'installation de chantiers, voies de circulation piétonnes provisoires internes au chantier.

Les entreprises sont informées que le coût de la réalisation des plateformes sera imputé à L'entreprise du Lot N°01 .

DESCRIPTION DE L'OUVRAGE A BATIR

L'opération consiste en la restructuration de l'ancienne école de chimie en logements étudiants.

Les prescriptions du CCTP sont à prendre en considération pour tous les travaux décrits.

Les travaux qui seront réalisés par les entreprises en corps d'états séparés et répartis de la façon suivantes :

- Lot 1 Gros œuvre – VRD – Espaces verts
- Lot 2 Étanchéité
- Lot 3 Façades
- Lot 4 Menuiseries extérieures
- Lot 5 Serrurerie
- Lot 6 Cloisons doublages plafonds
- Lot 7 Menuiseries intérieures
- Lot 8 Mobilier et cuisines
- Lot 9 Revêtements de sols
- Lot 10 Peinture
- Lot 11 Ascenseur
- Lot 12 Plomberie chauffage ventilation
- Lot 13 Electricité

PRESENCE DES MATERIAUX OU MATERIELS A RISQUES PARTICULIERS

Amiante

A ce jour la maîtrise d'ouvrage signale la présence d'amiante qui sera retirée avant le démarrage des travaux.

Toutefois L'entreprise du Lot N°01 est informée que lors de la phase de terrassement ou de dévoiement de réseaux, tous réseaux en fibro ciment découverts devront faire l'objet d'un diagnostic Amiante.



ACCES AU CHANTIER

Véhicules et personnel :

L'accès au chantier pour le personnel de chantier se fera depuis la rue de l'école Normale et suivant les recommandations du Maître d'œuvre et CSPS.

L'accès du personnel au cantonnement sera accessible uniquement à pied. Le cheminement sera indiqué sur le plan d'installation de chantier.

Stationnement véhicules :

Le stationnement des véhicules privés du personnel et des entreprises se fera sur les aires de stationnements publiques situées à l'extérieur du chantier. Le CSPS encourage vivement le covoiturage ou l'usage du transport en commun (un arrêt du Tramway est situé à proximité Ligne 1)

Fléchage - Signalétique d'accès :

L'itinéraire d'accès du Chantier devra être fléché de façon précise afin d'éviter toute manœuvre et circulation inutile susceptible d'exporter des risques vers la circulation publique et de détériorer les voiries existantes.

Ce fléchage sera réalisé à la charge de L'entreprise du Lot N°01.

Chaque entrepreneur informera ses fournisseurs du parcours à suivre pour accéder au chantier et leur transmettra le plan d'accès.

Affichage :

Affichage obligatoire : panneaux « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE », « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ».



Outre l'affichage du permis de construire suivant les dispositions de l'article A 421-7 du code de l'urbanisme, tout entrepreneur (entreprises titulaires des différents lots, sous traitants et travailleurs indépendants) travaillant sur le chantier doit avoir affiché son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse. L'affichage est assuré sur un panneau dont les indications sont lisibles de la voie publique.

Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier :

Seules les personnes travaillant pour le maître d'ouvrage, les entrepreneurs titulaires d'un marché, les sous-traitants et les travailleurs indépendants nommément déclarés auprès du maître d'ouvrage, sont autorisées à accéder au chantier.

Les entreprises veilleront à ce que leur personnel soit identifiable sur le chantier par la tenue vestimentaire ou un badge sur le casque de chantier. Le badge portera au minimum les indications suivantes : Entreprise - Nom et prénom - Fonction sur le chantier.

Les entreprises devront informer leurs salariés de leur obligation, conformément à l'article L 8291-1 du code du Travail (en référence à la Loi MACRON d'Août 2015, Article 282), d'être en possession permanente de leur carte d'identification professionnelle BTP qu'il devront présenter à l'équipe de maîtrise d'œuvre ou au CSPS.

Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.) :

Le personnel de chantier sera dans l'obligation de porter des protections individuelles adaptées à l'intervention sur le chantier. Les chefs d'entreprises, conducteurs de travaux, BET, MOE et MOA sont aussi assujettis à cette obligation.

UTILISATION DE MOYENS COMMUNS PENDANT TOUTE LA DUREE DU CHANTIER

Infrastructures de chantier :

Le titulaire de l'entreprise du Lot N°01 aura à sa charge la mise en place des infrastructures de chantier pour l'ensemble des intervenants (cantonnement, l'ensemble des installations réglementaire de chantier).

Protections collectives

L'entreprise du Lot N°01 aura à sa charge la mise en place et la maintenance des protections collectives provisoires jusqu'à la mise en place des protections collectives définitives.

VOIRIE ET RESEAUX DIVERS PREALABLES AUX TRAVAUX

Les VRD primaires pour les travaux neufs (desserte en voirie pour véhicules et piétons jusqu'à l'installation de chantier et à la zone travaux depuis la voie publique, raccordement à un réseau d'eau potable, à un réseau électrique et en évacuation des matières usées) seront réalisés suivant le tableau ci-après :

Désignation	Localisation	Phasage	Lot chargé de la réalisation
Aménagement de l'Accès aux Installations de Chantier	Accès piétons depuis l'entrée du chantier	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	L'entreprise du Lot N°01
Raccordement au réseau d'Eau Potable	Comptage chantier à faire réaliser en limite de propriété	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	L'entreprise du Lot N°01
Evacuation des eaux usées	A connecter sur le réseau EU de la ville	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	L'entreprise du Lot N°01
Raccordement au réseau Electrique	Raccordement sur transformateur existant : comptage général de chantier à mettre en place.	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	L'entreprise du Lot N°01
Evacuation des eaux pluviales	Sur l'ensemble du chantier	En cours des travaux	L'entreprise du Lot N°01

INSTALLATIONS DE CHANTIER

Les travaux ne pourront débuter qu'après l'installation de chantier : clôtures, panneau de chantier, locaux pour le cantonnement et le raccordement aux différents réseaux.

La base vie qui sera installée devra être dotée de tout le confort utile à l'accueil de 35 travailleurs, à savoir chauffage, Climatisation, éclairage, eau, sanitaire, vestiaires, réfectoire, chaises, tables etc...)

Plan d'installation de chantier :

Le plan d'installation de chantier sera établi par L'entreprise du Lot N°01, après avoir pris en compte les informations fournies par la maîtrise d'œuvre et les entreprises titulaires du marché, notamment pour les besoins de stockage.

Recherche des zones d'installation du cantonnement :

Le plan d'installation de chantier précisera :

- L'implantation des locaux de chantier (bureaux, magasins, vestiaires (H et F), réfectoires, sanitaires H et F...).
- Le positionnement des clôtures, portail ou portillon
- Les lieux d'approvisionnement, de stockage des matériaux et du matériel.
- L'emplacement et le cheminement des installations provisoires : électricité, eau, téléphone, circulations, EU, EP.
- La position de la (ou des) grue(s) avec le rayon de giration de flèche.

Panneau de chantier :

Le titulaire de L'entreprise du Lot N°01 aura à sa charge la fourniture et la mise en place d'un panneau de chantier comportant le noms et coordonnées des intervenants sur l'opération conformément à la réglementation en vigueur, suffisamment grand pour être lisible et judicieusement placé pour qu'il soit visible de l'extérieur par les organismes officiels de prévention.

Ce panneau présentera les dimensions suivant les indications du Maître d'œuvre (1,20 m de large par 2,00 m de haut).

Stockage des gravats :

Les gravats des différents terrassements ou sous-œuvre seront évacués en décharge.



Affectation des installations de chantier :

Les dépenses communes de fonctionnement et de consommation seront affectées à L'entreprise du Lot N°01 .

Les installations de chantier seront réalisées suivant le détail du tableau ci-après :

Nature de l'installation	Réalisée par	A charge
Clôtures, portail avec signalisation de sécurité du chantier	L'entreprise du Lot N°01	L'entreprise du Lot N°01
Réseaux utilitaires (Electricité – Eau – Eaux Usées)	L'entreprise du Lot N°01	L'entreprise du Lot N°01
Plates-formes pour zones de stockage (même provisoire) et zone de cantonnement	L'entreprise du Lot N°01	L'entreprise du Lot N°01
Mise en place d'un monte matériaux assurant également l'accès à la toiture terrasse (capacité de charge entre 800 Kg et 1,2 Tonnes)	L'entreprise du Lot N°01	L'entreprise du Lot N°01
Sanitaires H et F (lavabos, WC, urinoirs, douches et consommables...)	L'entreprise du Lot N°01	L'entreprise du Lot N°01
Salle de réunion commune pour les réunions de chantier	L'entreprise du Lot N°01	L'entreprise du Lot N°01
Vestiaires (H et F), réfectoires pour environs 25 à 40 personnes	L'entreprise du Lot N°01	L'entreprise du Lot N°01
Aménagement de la base vie	L'entreprise du Lot N°01	L'entreprise du Lot N°01
Coffrets de distribution électrique de chantier à l'intérieur des bâtiments (2 par étage) et installation d'éclairage provisoire des guirlandes lumineuses aux divers étages	L'entreprise du Lot N°13 Electricité	L'entreprise du Lot N°13 Electricité
Consignes d'alerte Bureau (consignes et directives affichées)	L'entreprise du Lot N°01	L'entreprise du Lot N°01
Abonnement et consommations : électricité, eau	L'entreprise du Lot N°01	L'entreprise du Lot N°01
Bennes à gravats et évacuation des déchets à la charge du compte prorata dès l'arrivée des entreprises du second œuvre. En cas de non respect de la propreté du chantier par les autres lots, le L'entreprise du Lot N°01 devra réaliser le nettoyage du chantier et les frais seront imputés au compte interentreprises si les entreprises responsables sont identifiées ou au compte prorata dans l'impossibilité de déterminer les responsables. Le maître d'œuvre ou le Coordonnateur SPS auront autorité pour ordonner le nettoyage du chantier	L'entreprise du Lot N°01	L'entreprise du Lot N°01
Attention : le nettoyage et l'évacuation des gravats jusqu'aux bennes est à la charge de L'entreprise du Lot N°01 et doit se faire à l'avancement des travaux.	L'entreprise du Lot N°01	L'entreprise du Lot N°01

Dimensionnement du cantonnement :

Les cantonnements seront dimensionnés pour un effectif de 35 personnes sur le chantier

Les effectifs seront précisés au cours de la période de préparation, en fonction du nombre d'heures affecté au chantier par chaque entreprise et en fonction du calendrier d'exécution des travaux.

Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel :

Des extincteurs portatifs dûment contrôlés, adaptés aux locaux et aux risques, seront prévus et mis en place par le L'entreprise du Lot N°01 dans les locaux réservés au personnel.

Secours :

Les consignes d'alerte des secours seront affichées dans bureau de chantier. Les entreprises seront tenues de fournir un téléphone portable à leurs équipes.



Nettoyage et entretien du cantonnement :

Le nettoyage quotidien et l'entretien du cantonnement seront réalisés par l'entreprise concernée par le tableau suivant :

Nature de l'intervention	Réalisée par	A charge
Nettoyage quotidien des locaux communs et des installations communes d'hygiène par une entreprise extérieure	L'entreprise du Lot N°01	L'entreprise du Lot N°01
Fourniture de consommables (savons, essuie-mains, papiers toilette)	L'entreprise du Lot N°01	L'entreprise du Lot N°01

AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES

Les autorisations administratives et démarches diverses seront réalisées par les entreprises concernées de la colonne de droite du tableau suivant :

Démarches administratives	Services concernés	Réalisées par :
D.I.C.T. sur les réseaux des concessionnaires	Services techniques Commune de Montpellier	Toutes les entreprises concernées par des travaux effectués au voisinage des ouvrages souterrains ou aériens.
Envoi du PPSPS de L'entreprise du Lot N°01 et des Lots 2 et 3	- Inspection du Travail - CARSAT/CRAM - OPPBTP	L'entreprise du Lot N°01 et sous traitant (étanchéité, Façadier)
Autorisation de voirie pour travaux sur la voie publique	Services techniques Commune de Montpellier	L'entreprise du Lot N°01

Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent

VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES ET VERTICALES

Généralités :

Les zones de circulation menant aux bâtiments devront être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels. L'accès au chantier des véhicules particuliers est interdit, le stationnement devra se faire en dehors du chantier sur les aires de stationnements publics payantes situées à l'extérieur du site de l'école de chimie. Les entreprises devront encourager le covoiturage et il est précisé qu'une station du Tramway existe à proximité du chantier.

Circulations des piétons :

Le cheminement vers le cantonnement sera réalisé par L'entreprise du Lot N°01 et mènera directement à l'extérieur du chantier. Il sera délimité par une clôture de hauteur 1, 50 m

Circulations horizontales et verticales :

Un monte matériaux provisoire sera posé en façade afin d'assurer les approvisionnements des matériels et matériaux. (Réalisé à la charge de L'entreprise du Lot N°01)

Dans le cas où ceux-ci ne peuvent être installés immédiatement, les accès provisoires aux différents niveaux seront mis en place pour chaque trémie d'escalier de telle sorte qu'elles puissent satisfaire aux exigences de sécurité jusqu'à la mise en place d'un ascenseur provisoire.

En l'absence d'un monte matériaux, l'entreprise du Lot N°01 est informée qu'elle devra, pour l'approvisionnement des matériaux avec une grue mobile, la mise en place en façade de recettes matériaux à chaque étage du bâtiment. Ces installations seront maintenues durant toutes les phases d'approvisionnements des matériaux réalisées par les entreprises des corps d'états secondaires. Toutefois la mise en place du monte matériaux devra être privilégiée pour tous les approvisionnements aux étages.

Organisation concernée	Mesures de Coordination	Lot concerné
Plan de circulation piétonne	Un plan de circulation adapté aux différentes configurations du chantier sera établi lors de la phase préparation du chantier	L'entreprise du Lot N°01
Aménagements des entrées dans le bâtiment	Les accès au niveau des entrées des bâtiments seront aménagés de manière à : - protéger les ouvriers contre tout risque de chute d'objet au droit de la façade. Une galerie protégée sera mise en place au droit de l'accès principal	L'entreprise du Lot N°01
Aménagements des accès en période hivernale	Durant les périodes de gel et de pluie, l'entreprise prendra toutes les dispositions pour limiter les risques de chutes et de glissades sur l'ensemble des accès (rampes et platelages) par la mise en place de caillebotis	L'entreprise du Lot N°01
Protection collective sur planchers	Les planchers seront équipés de gardes corps périphérique provisoires à la charge du l'entreprise du Lot N°01 Le lot Etanchéité devra l'aménagement des accès et la protection collective en toiture terrasse	L'entreprise du Lot N°01 et 03
Protection collective sur escaliers	Protections provisoires par Gardes Corps fixés en rive des paliers Protections provisoires par Gardes Corps fixés sur les volées d'escalier	L'entreprise du Lot N°01
Protections collectives sur trémies	Protections par Garde Corps pour trémies supérieures Protections par platelages bois pour trémies inférieures	L'entreprise du Lot N°01



CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE

Généralités :

L'entreprise du Lot N°01 tiendra compte avant l'installation de sa grue mobile ou GMR, des dispositions réglementaires et des recommandations de la CNAM :

Grues mobiles :

La recommandation de la CARSAT R. 383 modifiée, l'utilisation de grues mobiles est applicable en ce qui concerne :

- la procédure de délivrance par l'employeur d'une autorisation de conduite.
- les conditions d'obtention d'un certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES) ;

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera tenu à disposition dans l'appareil.

Grues auxiliaires de chargement de véhicules :

La recommandation CNAMTS R. 390, « utilisation de grues auxiliaires de chargement de véhicules » est applicable.

Les grues auxiliaires de chargement de véhicules devront être vérifiées conformément à l'arrêté du 1^{er} mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier, 1 exemplaire du rapport sera tenu à disposition dans le véhicule.

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera aussi tenu à disposition.

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Utilisation d'un appareil de levage en commun	En phase préparation de chantier, il sera étudié les conditions d'utilisation commune d'un appareil de levage et arrêté une convention inter entreprises	L'entreprise du Lot N°01
Introduction et installation d'un appareil de levage et de manutention	Chaque entreprise devra prévoir des appareils adaptés à son intervention. Toute utilisation d'un dispositif ou engin de levage envisagé devra être abordé au cours de la visite d'inspection commune et, les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions seront définis dans le PPSPS de l'entreprise	L'entreprise du Lot N°01
Interférence des appareils de levage	Le planning des travaux sera organisé afin d'éviter les interférences entre appareils de levage En cas d'impossibilité un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites sera mis en place Il est interdit à toute entreprise intervenante d'introduire un appareil de levage sans étude préalable des interférences	L'entreprise du Lot N°01

Vérification des appareils et des accessoires de levage :

L'ensemble des appareils de levage devra être vérifié conformément aux arrêtés du 1^{er}, 2 et 3 mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier. Les rapports de vérification devront être communiqués au coordonnateur SPS et disponible sur le chantier ou sur l'appareil.

Les accessoires ou appareils de levage (chaînes, crochets, pinces, etc.) doivent être :

- compatibles avec les engins utilisés et les charges à manutentionner ;
- comporter l'indication de la C.M.U. (charge maximale d'utilisation) ;
- périodiquement vérifiées.

Autorisation de conduite :

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage ne peut être confiée qu'à des travailleurs ayant été reconnus aptes médicalement et ayant reçu une formation en matière de sécurité adéquate. Chaque conducteur devra être en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur ou du CACES.

Limitation du recours aux manutentions manuelles :

Les entreprises intervenantes devront prendre toutes les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles. En tout état de cause un travailleur ne peut être admis à porter des charges excédent un poids de 25 kg.

Lorsqu'une manutention manuelle ne peut être évitée, le chef d'entreprise doit évaluer les risques que font encourir ces manutentions pour la sécurité et la santé des travailleurs et organiser les postes de travail de façon à limiter ces risques (aide à la manutention mécanique, accessoire de manutention, etc.).

Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement :

Les engins de terrassement ne peuvent effectuer des opérations de levage que s'ils sont équipés de dispositifs de sécurité sur les organes de relevage et d'un système d'accrochage de la charge s'opposant à un décrochage accidentel.



APPROVISIONNEMENTS, DELIMITATION ET AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES MATERIAUX

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Besoins en surface de stockage et surface de magasins	Les entreprises devront formuler au L'entreprise du Lot N°01 leurs besoins au cours de la phase préparation du chantier	L'entreprise du Lot N°01
Dispositions pour les approvisionnements du matériel et des matériaux sur le chantier	Les fournisseurs seront informés sur les personnes à contacter sur le chantier et sur les modalités pour accéder au chantier L'entreprise concernée devra prendre en charge le fournisseur à son arrivée à l'entrée du chantier et effectuer un contrôle du matériel et matériaux livrés Le L'entreprise du Lot N°01 devra être prévenu de tout approvisionnement 48h à l'avance	L'entreprise du Lot N°01

Approvisionnement :

Les matériels et matériaux devront être distribués sur les postes de travail au fur et à mesure des approvisionnements.

Rappel : L'entreprise du Lot N°01 est informée, qu'en l'absence d'un monte matériaux, qu'elle devra la mise en place en façade d'une recette matériaux, à chaque niveau, pour l'approvisionnement avec la grue mobile des matériaux lors de la phase de réhabilitation.

Magasins :

Le stockage de produits dangereux en dehors des containers est interdit. Chaque container devra être identifié par le nom de l'entreprise. Elle aura à sa charge la mise en place des moyens de lutte contre l'incendie dans ses magasins.

CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION, D'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

Evacuation des déchets :

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Bennes à déchets	Le L'entreprise du Lot N°01 mettra à disposition de l'ensemble des entreprises, au compte prorata, des bennes en quantité suffisante, et assurera l'évacuation des déchets de chantier en décharge publique pendant toute la durée du chantier : <ul style="list-style-type: none">- Benne pour les déchets inertes (DI), destinés aux centres de classe 3 (béton, verre, carrelage, ciment...)- Benne pour les emballages et recyclables destinés à être valorisés- Benne pour les déchets industriels banals (DIB), destinés aux centres de classe 2 (PVC, isolants, métaux, bois, moquette...)	L'entreprise du Lot N°01
Remplacement des bennes à déchets	Le plan d'installation de chantier indiquera la position des bennes. Elles seront remplacées autant de fois que nécessaire par le L'entreprise du Lot N°01	L'entreprise du Lot N°01



Nettoyage quotidien des zones d'interventions à l'avancement des travaux	<p>Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer ses déchets jusqu'aux bennes</p> <p>Le Maître d'œuvre, le coordonnateur SPS ou le Maître d'Ouvrage pourront décider de faire procéder au nettoyage et à l'évacuation nécessaire par une entreprise extérieure aux frais de L'entreprise du Lot N°01 défailante majorée des frais de gestion correspondants.</p>	L'entreprise du Lot N°01
---	---	--------------------------

CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX

Matières et substances dangereuses :

Le traitement de ces déchets industriels spéciaux ou dangereux (DIS) est à la charge des entreprises qui les produisent. Ils sont destinés aux centre de classe 1 (bois traités, pinceaux souillés, peinture...). Ces produits ne devront pas être mélangés aux gravats ordinaires mais évacués par une filière spécifique.

Tout entrepreneur informera préalablement à l'utilisation de telles substances le coordonnateur SPS. Cette information se fera au cours de la visite d'inspection commune et l'entreprise concernée en fera état dans son PPSPS. Chaque entreprise concernée établira un bordereau de suivi des déchets industriels spéciaux et assurera l'évacuation des produits suivant les indications du fabricant.

PROTECTIONS COLLECTIVES

Elles seront à la charge de L'entreprise du Lot N°01 .

Les protections collectives provisoires contre les risques de chute seront adaptées de telle sorte qu'elles ne soient pas démontées pour la mise en place des éléments définitifs. Ce principe concerne les ouvertures en façade, en plancher ou sur les trémies d'escaliers (ex : pour les ouvertures en façade et si l'allège n'est pas à la hauteur réglementaire la lisse reconstituant la protection sera placée à l'extérieur ou en tableaux).

L'ensemble des trémies et réservations dont une dimension est supérieure à 0,50 m devront être protégés au moyen de garde corps complets (main courante hauteur comprise entre 1,00 m et 1,10 m, lisse intermédiaire à mi-hauteur et plinthe de butée de 10 à 15 cm).

Les boîtes de réservation de chauffage ou d'électricité situées dans les planchers seront protégées par un platelage sur lequel on puisse marcher. Les platelages situés à RDC devront être suffisamment résistants au passage d'une nacelle. Dès que possible, les réservations seront bouchées et les protections définitives mises en place.

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Mise en place, entretien et maintenance des protections collectives à l'intérieur du bâtiment et ses abords	Les protections collectives seront étudiées avec les entreprises, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS en recherchant une utilisation commune avec les corps d'état concernés	L'entreprise du Lot N°01
Maintien des protections collectives sur les ouvertures extérieures et les cages d'escaliers	Jusqu'à la mise en place des éléments définitifs de garde corps et de mains courantes par le lot Serrurerie sur : - Les escaliers	L'entreprise du Lot N°01
Dans le cas où une entreprise doit déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle devra la remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection équivalente	Chaque entreprise à l'issue de ses interventions devra rétablir une protection collective de degré au moins équivalent à celle mise en place initialement.	L'entreprise du Lot N°01
Dans le cas de manquement à ses obligations par une entreprise intervenante	En cas de manquement de la consigne , la maîtrise d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourront demander l'arrêt des travaux jusqu'à la remise en place des protections collectives.	L'entreprise du Lot N°01



TRAVAIL EN HAUTEUR

Suivant le décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004, les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisées comme poste de travail, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement de protection collective.

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Travaux de faible hauteur	Plates-formes individuelles roulantes (PIR) seront utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m.	L'entreprise du Lot N°01
Hauteur > de 2,50 m	Au-delà d'une hauteur de 2,50 m, l'utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une nacelle sera imposée en fonction de son utilisation et de la hauteur d'intervention Montage et démontage des échafaudages : Le personnel devra avoir reçu la formation adéquate et être en possession de la notice de montage établie par le fabricant Utilisation d'une nacelle élévatrice : Le personnel devra être en possession d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'entreprise	L'entreprise du Lot N°01
Utilisation partagée d'un échafaudage	Chaque entreprise devra avoir son propre matériel, et dans le cas d'une utilisation partagée d'un échafaudage, l'entreprise utilisatrice devra réceptionner les installations avant utilisation en tenant compte des conditions dans lesquelles il l'utilise effectivement. Une convention de prêt entre les entreprises concernées sera établie	L'entreprise du Lot N°01

INSTALLATION ELECTRIQUE DE CHANTIER

L'entreprise du Lot N°01 assurera les branchements depuis le réseau public et la pose du tableau général basse tension de chantier.

L'entreprise du Lot N°13 devra l'installation des coffrets de chantiers intérieurs (minimum 4 unités par étage), la mise en place de l'éclairage de chantier extérieur et intérieur, et le raccordement des installations communes, depuis le TGBT.

Une vérification des installations électriques sera réalisée par un organisme agréé, à la charge du lot 01 : Gros œuvre et imputée au compte prorata.

Seront réalisés :

- l'installation des coffrets électriques de distribution : environ 08 unités pour l'ensemble du chantier
- l'alimentation électrique de l'ensemble des locaux de cantonnements
- l'installation d'éclairage provisoire des circulations intérieures aux bâtiments
- l'installation d'éclairages provisoires des circulations extérieures

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Installation de distribution électrique intérieure	Depuis l'armoire générale, due par L'entreprise du Lot N°01 , il devra être prévu, en nombre suffisant, des coffrets permettant l'alimentation des différents postes de travail à l'intérieur du bâtiment. L'implantation des coffrets de distribution devra permettre, en tout point du bâtiment, une utilisation de prolongateurs de longueur inférieure à 25 m.	L'entreprise du Lot N°13
Prolongateurs et appareils utilisés par les entreprises	Chaque entreprise est responsable des prolongateurs et appareils au-delà de leur raccordement aux armoires de chantier : Prolongateurs de raccordements du type H07 RNF Enrouleurs de catégorie NFC 61-720 Prises de protection IP 447 incassable Baladeuses conformes à la norme NFC 71-008 Phares halogènes conformes à la norme NF avec grille de protection	Tous les lots concernés



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Installation d'éclairage de chantier	Seront éclairés les parties du chantier à usage commun : les cheminements et circulations extérieurs	L'entreprise du Lot N°13
	L'éclairage des postes de travail est à la charge de chaque entreprise.	Tous les lots concernés
Installations particulières aux enceintes très conductrices	Les entreprises appelées à intervenir dans les enceintes très conductrices type vide sanitaire devront installer un éclairage TBTS ainsi qu'un transformateur de sécurité à séparation de circuit	Tous les lots concernés
Contrôle des installations électriques de chantier	Les installations devront faire l'objet d'une vérification confiée à un organisme de contrôle agréé. La périodicité du contrôle est annuelle. Un exemplaire du rapport de conformité au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 devra être tenu à disposition des organismes de sécurité et du CSPS sur le chantier.	L'entreprise du Lot N°01

MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux superposés	Phasage des travaux à réaliser de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches. Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des aires situées sous les postes de travail en élévation (échafaudage, nacelles...) sera interdit d'accès au moyen d'un dispositif physique de type barrière de police	L'entreprise du Lot N°01
Travaux de façade	Afin de permettre la mise en place d'un échafaudage de pied permettant les travaux de façade, L'entreprise du Lot N°01 devra assurer le nivellement et les compactages des abords de façades sur toute la périphérie du bâtiment, où la nature du terrain le nécessite.	L'entreprise du Lot N°04
Travaux polluants, générateurs de bruits, vapeurs dangereuses ou de poussières	Ces travaux seront dans la mesure du possible, réalisés dans des zones isolées. Il appartiendra à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre des moyens nécessaires à la mise en sécurité de ses employés et des autres intervenants. A cet effet, l'utilisation des dispositifs de protections collectives sera privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles. L'entreprise sous traitante concernée devra également envisager la réalisation de ces travaux en horaire décalé, en dehors des horaires normaux de chantier. L'utilisation d'engins à moteurs thermiques sera à proscrire dans les locaux confinés, insuffisamment aérés, au profit de l'utilisation de matériel à moteur électrique.	Tous les lots concernés



Mesures propres à prévenir les travaux à risques particuliers découlant de l'interférence de ces travaux avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier

Conformément à l'article R. 4532-52 du code du travail, le plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé doit prendre en considération les mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence de travaux avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement un des risques particuliers énumérés dans la même liste.

Les lots comportant des travaux à risques particuliers ont été recensés au chapitre « **Lot(s) concerné(s) par des travaux à risques particuliers** », lors de la phase conception. Si au cours des travaux, il s'avérait qu'une entreprise exécute des travaux présentant des risques particuliers suivant la liste de l'arrêté du 25 février 2003, elle devra le signaler au coordonnateur SPS et notamment lors de la visite d'inspection commune.

TRAVAUX PRESENTANT DES RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR

Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs :

- à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres*, au sens de l'article 5 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ;

** l'article 5 du décret n° 65-48 du 8 janvier 1965, a été abrogé par le décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004, l'article 4523-58 du code du travail ne fait pas référence au risque de chute de hauteur de plus de 3 mètres pour prescrire la mise en œuvre de protections collectives.*

Dans l'évaluation du risque, le critère de hauteur n'est pas seul pertinent, une chute de hauteur inférieure pouvant en fonction des conditions d'environnement avoir des conséquences plus importantes.

Nature des travaux / Risques	Mesures de prévention	Lot concerné
Travaux en hauteur de toute nature à l'intérieur des locaux :	Installation de sécurités collectives réglementaires sur les accès et les postes de travail en fonction de la hauteur d'intervention : Travaux de faible hauteur ; des plates-formes individuelles roulantes (PIR) seront utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m ; Hauteur > de 2,50 m ; Au-delà d'une hauteur de 2,50 m, l'utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une nacelle sera imposée en fonction de son utilisation et des hauteurs d'intervention. En fonction du risque exporté la zone de travaux sera isolée par un balisage et une signalisation de sécurité.	Toutes les entreprises concernées
Travaux en hauteur sur toitures terrasse / Risque de chute de hauteur, de chute de matériel, de chute à travers un matériau fragile	Les travaux sur toitures seront exécutés conformément aux articles R. 4534- 85 à 94 du code du travail. Préalablement à l'intervention en toiture il sera mis en place des protections collectives pour éviter toute chute de hauteur. (à la charge de L'entreprise du Lot N°01) . Aucune intervention ne pourra s'effectuer lorsque les conditions climatiques sont défavorables rendant la surface de la toiture glissante.	Les entreprises des Lots N°01 - 03 - 12 - 13 et 14



**TRAVAUX EXPOSANT LES TRAVAILLEURS AU CONTACT DE PIÈCES NUES SOUS TENSION
SUPÉRIEURE À LA TBT ET TRAVAUX À PROXIMITÉ DE LIGNES ÉLECTRIQUES**

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
Travaux d'électricité de mise hors tension d'une zone de travaux / Risque d'électrisation	Les travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques situées à l'intérieur des locaux seront exécutés conformément aux articles R. 4534- 126 à 130 du code du travail. Mise hors tension des réseaux électriques avant les travaux de dépose par du personnel électricien habilité. Après mise hors tension du réseau l'entreprise établira une attestation de consignation du réseau de manière à ce que les entreprises interviennent sur la zone de travaux neutralisée. Port des EPI spécifiques aux travaux électriques.	Toutes les entreprises concernées
Travaux de branchement électrique / Risque d'électrisation	Les travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques extérieures seront exécutés conformément aux articles R. 4534-107 à 125 du code du travail. Neutralisation des réseaux électriques avant les travaux de branchement par du personnel électricien habilité. Après le branchement exécuté, prévenir et signaler de la mise sous tension du réseau même s'il s'agit d'une mise sous tension partielle. Port des EPI spécifiques aux travaux électriques.	Toutes les entreprises concernées

TRAVAUX COMPORTANT LE RECOURS À DES APPAREILS DE LEVAGE D'UNE CAPACITÉ > À 60 T

<i>Nature des travaux / Risques</i>	<i>Mesures de prévention</i>	<i>Lot concerné</i>
Levage d'une charge sur la toiture Risques liés à l'utilisation de l'appareil de levage : renversement ou retombée de charge	La recommandation de la CNAMTS R. 383 modifiée, pour l'utilisation de la grue mobile est applicable en ce qui concerne : - la procédure de délivrance par l'employeur d'une autorisation de conduite ; - les conditions d'obtention d'un certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES). Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera tenu à disposition dans l'appareil. Le levage ne pourra s'effectuer qu'en présence de bonnes conditions climatiques. Protection de l'ensemble de la zone de levage et d'approvisionnement pour interdire l'accès aux personnes non autorisées, par mise en place de barrières jointives de type police et d'une signalisation de sécurité. Pour l'opération de chargement ou de déchargement les recettes seront aménagées conformément à l'article R. 4534-21 du code du travail. Interdiction de stationner et circuler sous la charge.	Entreprises des Lots N°01 – 3 – 13 et 14



Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE

Les travaux seront exécutés à proximité de lieux habités et fréquentés nécessitant que toutes mesures soient prises afin de préserver l'environnement. Chaque entrepreneur, sous couvert du maître d'œuvre, devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux usagers et aux riverains, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc.

Les piétons auront la priorité au voisinage des accès (sortie et entrée) du chantier.

Horaires de chantier imposés

Les horaires d'ouverture du chantier seront précisés lors des Rendez vous de chantier

Horaires et contraintes de livraisons

Les horaires de livraison du chantier par les fournisseurs se feront dans les mêmes créneaux horaires que les horaires de chantier. La gestion de l'accès des fournisseurs se fera obligatoirement avec l'intervention d'un homme Trafic et des consignes dans un document accueil du fournisseur sera établi en annexe du PPSPS des entreprises (tous les corps d'états sont concernés par l'annexe).

EXPLOITATIONS ET CHANTIERS LIMITROPHES OUVERTS OU PREVUS

Une concertation des maîtres d'ouvrage et des Maîtres d'œuvres sera nécessaire pour régler d'éventuelles interférences au niveau des appareils de levage si d'autres chantiers venaient à démarrer à proximité immédiate du site.



Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

NETTOYAGE DU CHANTIER

Règles générales de nettoyage du chantier

- Des bennes à déchets seront installées sur le chantier pour l'ensemble des travaux tels que définis au § **conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres** du présent PGC
- Chaque entreprise devra nettoyer et évacuer ses gravats quotidiennement jusqu'à la benne mise à disposition. Les déversements par les ouvertures, ainsi que tous les types de stockage « sauvage » sont proscrits du site.
- Les dessertes des bungalows seront maintenues en état de parfaite propreté et libre de tout encombrement de quelque nature que ce soit.
- Les roues des engins devront être nettoyées au jet d'eau avant de sortir du chantier.
- Un nettoyage des chaussées, par balayeuse, devra être réalisé sur simple demande du coordonnateur SPS (à la charge de l'entreprise du Lot N°01)

DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE, TRI DES DECHETS

Objectifs

L'objectif environnemental pour cette opération est de : « **Limitier les impacts environnementaux dus aux chantiers** »

Outre les opérations relatives au tri des déchets, telles que définies, l'objectif ne sera atteint que si un choix judicieux des produits mis en œuvre est effectué au début du projet.

L'utilisation de matériaux offrant une réelle aptitude au recyclage et le moins polluant possible sont à privilégier dans les dispositions constructives.

D'autre part, l'élaboration d'un **Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets** (S.O.G.E.D.) par chaque entreprise permettra de gérer méthodiquement les déchets, de la production jusqu'à l'élimination.

Trame d'élaboration d'un S.O.G.E.D. :

- Engagement de l'entreprise pour limiter les impacts environnementaux
- Obligation de désigner un responsable environnemental par entreprise
- Moyens mis en œuvre pour limiter la production de déchets sur le chantier
- Définition préliminaire du niveau de tri sur et hors site (DI – DIB – DIS autres)
- Quantités approximatives prévisionnelles de production de déchets
- Contenants mis à disposition et rotations d'évacuation prévues
- Centres de stockage, de regroupement, ou de recyclage vers lesquels seront acheminés les déchets
- Moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en place pendant les travaux
- Moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets



Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

ORGANISATION DES SECOURS

L'objectif des premiers secours sur le chantier sera d'organiser les secours rapidement avant l'arrivée des secours extérieurs.

Ainsi, chaque entreprise intervenante devra prévoir une trousse de premiers secours sur le chantier.

Elle pourra être détenue dans le véhicule de chantier.

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé, la consigne générale en cas d'accident sera la suivante :

Appeler : POMPIERS : Tél. 18 ou SAMU : Tél. 15 ou à partir d'un téléphone portable composez le 112

En donnant les informations suivantes :

1. ICI CHANTIER : **Ecole de Chimie**
Situé Rue de l'école Normale à Montpellier
2. PRÉCISER LA NATURE DE L'ACCIDENT
3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ÉTAT
4. DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE
5. FIXER UN POINT DE RENDEZ-VOUS, envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours ;
6. NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER, faites répéter le message

Les voies de circulation devront toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours.

« L'accueil » des secours médicaux spécialisés devra être réalisé dès l'entrée du chantier afin de faciliter le déroulement de l'opération.

L'appel des secours pourra être envisagé à partir du téléphone du chantier, l'affichette OPPBTP, « EN CAS D'ACCIDENT » dûment complétée sera apposée à proximité du combiné pour faciliter les instructions données par téléphone.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL (SST)

Chaque entreprise, conformément à l'article R. 4224-15 du code du travail, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail (SST) formés et recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).

Il y aura sur le chantier en permanence au moins un secouriste du travail.

Dans le cas contraire, des sauveteurs secouristes du travail devront être formés.

Chaque sauveteur devra clairement être identifié par un autocollant apposé sur le casque ou par un badge spécial.

DISPOSITIONS EN CAS DE TRAVAIL ISOLE

Lors d'opérations ou travaux dangereux, nécessitant une surveillance particulière, l'intervention ne devra jamais être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir déclencher les secours dans un temps compatible avec la préservation de sa santé.

RISQUE INCENDIE

Les locaux suivants devront être équipés d'un extincteur portatif :

- locaux de stockage, vestiaires, réfectoire.

Les travaux suivants devront être réalisés avec des extincteurs à proximité :

- travaux de soudage, utilisation de produits inflammables (peintures...).

Les extincteurs feront l'objet d'une vérification annuelle.

Il relève de la responsabilité de chaque chef d'entreprise de former ses salariés à l'utilisation des extincteurs.



Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants

Suivant article R. 4532-6 du code du travail :

Afin notamment d'assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur SPS.
Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>Les principales obligations des entreprises désignées par le maître d'ouvrage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respecter et appliquer les principes généraux de prévention phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves ; - Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes de prévention inspection du travail, CARSAT/CRAM et OPPBTP (pour le L'entreprise du Lot N°01 ou lot principal ou lots présentant des risques particuliers), au coordonnateur SPS ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage ; - Participer et laisser participer les salariés au CISSCT pour les opérations de 1ère catégorie. - Respecter les obligations résultant du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ; - Viser le Registre Journal et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS ; - Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux ; - Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS ; - Déclarer et faire agréer son sous-traitant par le maître de l'ouvrage afin d'établir un contrat de sous-traitance conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. 	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - art. L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2 et L. 4534-1 - art. L.4532-9 et R. 4532-57 à 76 - art. L. 4532-10 à L. 4532-15 et 4532-80 à 94 - art. L.4531-1 à L. 4531-18 - art. R. 4532-38 - art. R. 4532-95

VISITE D'INSPECTION COMMUNE

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS ou PPSPS simplifié et à son intervention sur le chantier doit procéder à une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>La demande de visite d'inspection commune est effectuée par l'entreprise désignée par le maître de l'ouvrage avant toute intervention sur le chantier et avant élaboration du PPSPS.</p> <p>L'entreprise demandera au coordonnateur SPS un rendez-vous pour la visite d'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.</p> <p>Le coordonnateur SPS confirmera en retour la date de la visite d'inspection commune prise d'un commun accord.</p> <p>Au cours de cette visite d'inspection commune sont en particuliers précisés, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes à observer et à transmettre ; - les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération. <p>Cette inspection commune est réalisée obligatoirement avant remise du PPSPS.</p>	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage avec le coordonnateur SPS	En application de l'article R. 4532-13



ETABLISSEMENT D'UN PPSPS

Les entreprises désignées par le maître de l'ouvrage doivent rédiger un Plan Particulier de Sécurité pour la Protection de la Santé (PPSPS), avant toute intervention sur le chantier.

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>L'entreprise établit le PPSPS, préalablement aux travaux, dans un délai d'au moins 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître d'Ouvrage pour les lots principaux ou pour les marchés de travaux entrant en totalité ou partiellement dans la liste des travaux à risques particuliers, 8 jours pour les autres lots.</p> <p>L'établissement du PPSPS est précédé obligatoirement par une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.</p> <p>L'objet réel du PPSPS ou du PPSPS simplifié est de réaliser une analyse de risques générés par l'activité réelle de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des autres entreprises, du chantier et de son environnement ; - de l'entreprise sur les autres intervenants ; - de l'entreprise sur ses propres salariés. 	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	En application des articles L. 4532-8 et L. 4532-9

DIFFUSION DES PPSPS

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>La diffusion du PPSPS est la suivante :</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé pour avis au Coordonnateur SPS :</p> <p>DEKRA Industrial ACT CSPA LANGUEDOC ROUSSILLON 725 rue Louis Lépine Le Millénaire 34000 MONTPELLIER</p> <p>Après avis, un exemplaire devra être remis au coordonnateur SPS :</p> <p>⇒ 1 exemplaire au maître d'ouvrage ;</p> <p>⇒ 1 exemplaire doit être tenu en permanence à jour sur le chantier pour consultation par l'inspection du travail, la CARSAT/CRAM, l'OPPBT, la médecine du travail, les membres du CISSCT pour les opérations de 1ère catégorie, CHSCT ou les délégués du personnel.</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé, avant toute intervention sur le chantier, à l'inspection du travail, au service prévention de la CARSAT/CRAM et à l'OPPBT :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour les entreprises chargées du gros œuvre ou du lot principal ; • pour l'entreprise appelée à exécuter des travaux présentant des risques particuliers suivant la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003. 	Toutes les entreprises désignées par le maître d'ouvrage, y compris les sous-traitants quel que soit leur rang	En application des articles R. 4532-70 et R. 4532-71

OBSERVATIONS DU COORDONNATEUR SPS

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le coordonnateur SPS accuse réception du PPSPS sur le registre journal de la coordination SPS.</p> <p>Il note également sur le registre journal les observations éventuelles concernant le PPSPS, et diffuse une copie de ces observations aux entreprises concernées.</p> <p>Le Maître d'Œuvre peut pour sa part, accuser réception des PPSPS et noter ses observations sur les comptes rendus de réunion de chantier.</p>	<p>Coordonnateur SPS</p> <p>Maître d'Œuvre</p>	Articles R. 4532-13

HARMONISATION DES PPSPS ET LEUR MISE A JOUR

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le Coordonnateur SPS établit les observations sur les PPSPS faisant ressortir les points pour lesquels une harmonisation est nécessaire.</p> <p>Il consigne par écrit les conclusions sur le registre journal de la coordination SPS, et en diffuse copie au maître d'œuvre et aux entreprises concernées.</p> <p>Ces entreprises devront alors mettre à jour leur PPSPS en conséquence, et diffuser cette mise à jour.</p>	Coordonnateur SPS	En application de l'article R. 4532-48



MISE A JOUR DU PGC

Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGC ou en fonction de l'évolution du chantier

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le plan général de coordination est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail.</p> <p>A partir de l'harmonisation des PPSPS, le coordonnateur SPS, en accord avec le maître d'œuvre, juge de la nécessité de mettre à jour le Plan Général de Coordination SPS.</p> <p>S'il y a lieu, cette mise à jour sera effectuée par le coordonnateur SPS, et diffusée aux intervenants du chantier.</p> <p>Cette mise à jour sera enregistrée sur le registre journal de la coordination.</p> <p>La mise à jour du PGC, est présentée aux intervenants et commentée lors des réunions de coordination SPS, ainsi qu'à l'occasion des réunions du CISSCT (opérations de 1^{ère} catégorie).</p>	Coordonnateur SPS	Articles R. 4532-47 et 48

SOUS-TRAITANT

Le sous-traitant, quel que soit son rang, a les mêmes obligations que l'entrepreneur titulaire : visite d'inspection commune et établissement du PPSPS avant toute intervention sur le chantier.

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>L'entreprise titulaire du marché a l'obligation de remettre le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé à son sous-traitant, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité.</p> <p>Ce document pourra être son propre PPSPS.</p> <p>A partir de ce document, le sous-traitant établit son propre PPSPS.</p> <p>Le sous-traitant dispose de 30 (trente) jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire du marché pour établir son PPSPS.</p> <p>Ce délai est ramené à 8 (huit) jours pour les travaux du second œuvre lorsqu'il s'agit d'une opération de bâtiment ou pour les lots ou travaux accessoires dans le cas d'une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci n'entrent pas dans la prévision de la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003 (travaux comportant des risques particuliers).</p>	Sous-traitants déclarés et agréés par le maître d'ouvrage	Article R. 4532-60

TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Les travailleurs indépendants sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers suivant les dispositions issues de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Ces obligations sont précisées par les décrets 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995 applicables depuis le 1^{er} janvier 1997.

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
Les travailleurs indépendants sont soumis aux mêmes dispositions que les autres entreprises intervenantes sur le chantier. Ils ont donc obligation d'effectuer une visite d'inspection commune et établir leur PPSPS avant toute intervention sur le chantier.	Travailleurs indépendants	Article R. 4535-1 et 4535-2



TRAVAIL DISSIMULE

D'une manière générale, selon la loi n° 97-210 du 11 mars 1997, toute entreprise mettant du personnel sur un chantier devra être en règle vis-à-vis du droit du travail et fournira :

- son immatriculation à l'URSSAF en produisant une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins d'un an ;
- son immatriculation au RCS en produisant un extrait K-bis ;
- une attestation sur l'honneur de bonne application des articles L. 3243-1, L. 3243-1, L. 3243-4, L.3231-8, L. 1221-10, L. 1221-13 et L. 1221-15, (respect du droit du travail) et L.8251-8, L.8252-1 et L.8252-2 (régularité de la situation des salariés de nationalité étrangère) du code du travail.

Les entreprises certifieront que le personnel qu'ils emploient sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives à l'emploi de main d'œuvre.

Les entreprises devront informer leurs salariés de leur obligation, conformément à l'article L 8291-1 du code du Travail (en référence à la Loi MACRON d'Août 2015, Article 282), d'être en possession permanente de leur carte d'identification professionnelle BTP qu'il devront présenter à l'équipe de maîtrise d'œuvre ou au CSPS.

En l'absence de la carte d'identification professionnelle, le salarié ne devra pas accéder pas au chantier.

PRET DE MAIN D'OEUVRE

Le prêt de main d'œuvre entre entreprises est soumis aux conditions légales exprimées dans le Code du travail, notamment les articles L.1251-1 et suivants (travail temporaire), L.8231-1 et suivants (marchandage), L.1253-1 et suivants (groupement d'employeurs), L.1221 et suivants (déclaration préalable à l'embauche), et L.8221-1 et suivants (travail dissimulé).

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est exclusivement réservé aux entreprises de travail temporaire.

Entre entreprises, il est réservé à celles qui pour des conditions d'intempéries ou insuffisance d'activité, ne peuvent employer leur propre personnel et, de ce fait, le « prêtent » à des entreprises qui ne sont pas confrontées aux mêmes problèmes. Dans ce cas, l'entreprise prêteuse ne devra pas réaliser de profit sur cette opération. Seuls peuvent être facturés les salaires versés, les charges sociales afférentes, et les frais professionnels remboursés.

Le prêt de main d'œuvre doit faire l'objet d'un contrat, il comportera au minimum les éléments suivants :

- Nom, prénom, qualification, attestation médicale des employés prêtés.
- Heures de présence et emploi sur le chantier.
- L'identité du responsable de l'entreprise utilisatrice qui aura à gérer le personnel sur le site.

La non présentation de ce dossier obligera le coordonnateur SPS à demander au maître d'ouvrage l'interdiction de la prestation du personnel de l'entreprise prêteuse, ainsi qu'une diffusion de l'information vers l'inspection du travail.

RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Chaque entreprise titulaire transmettra au coordonnateur SPS, un compte rendu de tout accident ou incident survenu sur le chantier.

Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)

Sans objet pour la présente opération, le CISSCT ne concerne que des opérations de 1ère catégorie.



Annexe(s)

Annexe 1: Rappel des Principes Généraux de Prévention

Annexe 2 : Appel en cas d'accident

Annexe 3 : Rappel de la réglementation relative aux installations de cantonnements

Annexe 4 : Fiche de demande de rendez vous pour la visite d'inspection commune

Annexe 1 : Rappel des Principes Généraux de Prévention

RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L 230.2 et L 235.1 du Code du Travail

1. *Éviter les risques.*
2. *Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.*
3. *Combattre les risques à la source.*
4. *Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci, sur la santé.*
5. *Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.*
6. *Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.*
7. *Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail.*
8. *Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle.*
9. *Donner les instructions appropriées aux travailleurs.*



Annexe 2 : Appel en cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

Appelez le **S. A. M. U.**

Appel avec **Portable** :

 **1 5**

**112 ou
18**

Et dites :

1. ICI CHANTIER

Ancienne Ecole de Chimie

Chantier

Ru de l'école Normale
Montpellier

Notre n° de téléphone :

2. **PRÉCISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT**

Par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : ex. Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille...

ET S'IL Y A NÉCESSITE DE DÉGAGEMENT

3. **SIGNELEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ÉTAT**

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4. **FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.**

Envoyez quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

A PRÉVENIR IMMÉDIATEMENT

INSPECTION DU TRAVAIL

04.67.22.88.88

OPPBTP

04 67 63 47 50

M.

M.

CARSAT Service PRÉVENTION

04 67 12 95 69

MÉDECINE DU TRAVAIL

M.

M.

Coordonnateur SPS

04 67 22 04 88

L'ENTREPRISE

Dekra Industrial SAS

M. HOUHOU Salem

M.

NUMÉROS UTILES POUR L'ENCADREMENT

POMPIERS

18

POLICE - GENDARMERIE

17



Annexe 3 : Rappel de la réglementation relative aux installations de cantonnements

INSTALLATIONS		Durée du Chantier		OBSERVATIONS	REF. REGL.
		< 4 mois	> 4 mois		
VESTIAIRE	Local avec armoires vestiaires. Si chantier exigu, possibilité patères	●		Aéré, éclairé, chauffé en saison froide. Possibilité d'utiliser des véhicules spécialement aménagés	D. 8.1.65 art. 187 et 188
	Local avec armoires vestiaires		●	Armoires vestiaires ininflammables avec serrures ou cadenas	C.T. R 232.2.2 (*)
RÉFECTOIRE	Local réfectoire	●	●	Aéré, éclairé, chauffé en saison froide.	D. 8.1.65 art. 190
	Appareils de réchauffage ou cuisson	●	●	Tables et chaises en nombre suffisant.	
	Garde-manger	●	●	Nettoyage local et équipement après chaque repas.	C.T. R 232.10.1
	Réfrigérateur	F (**)	●		
EAU	Boisson	●	●	Eau potable, fraîche : 3 l / jour / travailleur	D. 8.1.65 art. 191
	Toilette	●	●	En quantité suffisante. Potable	D. 8.1.65 art. 189
	Chaude		●	Un robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 personnes prenant leurs repas.	C.T. R 232.10.1
SANITAIRES	Lavabos ou rampes pour la toilette. Moyens de nettoyage, séchage, essuyage	●		Eau courante potable. Si impossible eau courante branchée sur réservoir. 1 orifice au moins pour 10 pers. Eau à température réglable facultative.	D. 8.1.65 art. 189
	Lavabos. Moyens de nettoyage, séchage, essuyage		●	Lavabo à eau potable. 1 lavabo pour 10 pers. Au plus. Eau à température réglable.	C.T. R 232.2.3
	Douches	●	●	1 pour 8 pers. Obligatoires si travaux insalubres et salissants.	C.T. R 232.2.4
WC & URINOIRS	Cabinets d'aisances et urinoirs	●	●	Un cabinet et un urinoir pour 20 personnes. Papier hygiénique. Chauffés et aérés. Un cabinet au moins avec poste d'eau.	D. 8.1.65 art. 192 C.T. R 232.2.5

(*) C.T. : Code du Travail

(**) F : facultatif



ANNEXE 4 Fiche de demande de rendez vous pour la visite d'inspection commune

